Les Français et les raisons de l'inaction écologique



2024

Présentation de l'Observatoire des Opinions Ecologiques

L'Observatoire des Opinions Écologiques (Obope) naît de la volonté de dépasser les approches conventionnelles des sondages sur l'écologie, afin d'aller plus loin en explorant plus en profondeur les clivages au sein de la population.



Alors que de nombreux sondages placent le sujet de l'environnement dans le top 3 des préoccupations des Français, derrière le pouvoir d'achat, force est de constater l'insuffisance de l'engagement individuel et des mesures politiques en faveur de la transition écologique.

Comment comprendre plus finement l'écart qui existe entre l'impression d'une conscience généralisée de l'urgence écologique et sa traduction marginale dans la réalité politique et sociale ?

Dans ce cadre, l'ambition de l'Obope est d'accélérer la transition écologique à son échelle, en fournissant une grille de lecture novatrice sur le rapport qu'entretiennent les citoyens avec la question écologique au sens large.

Son objectif est d'améliorer la compréhension de la nature et de l'origine des différents blocages et clivages pouvant exister sur ces enjeux, afin d'offrir de nouvelles perspectives aux décideurs, acteurs sociaux, et tous ceux qui aspirent à tendre vers un monde plus durable.

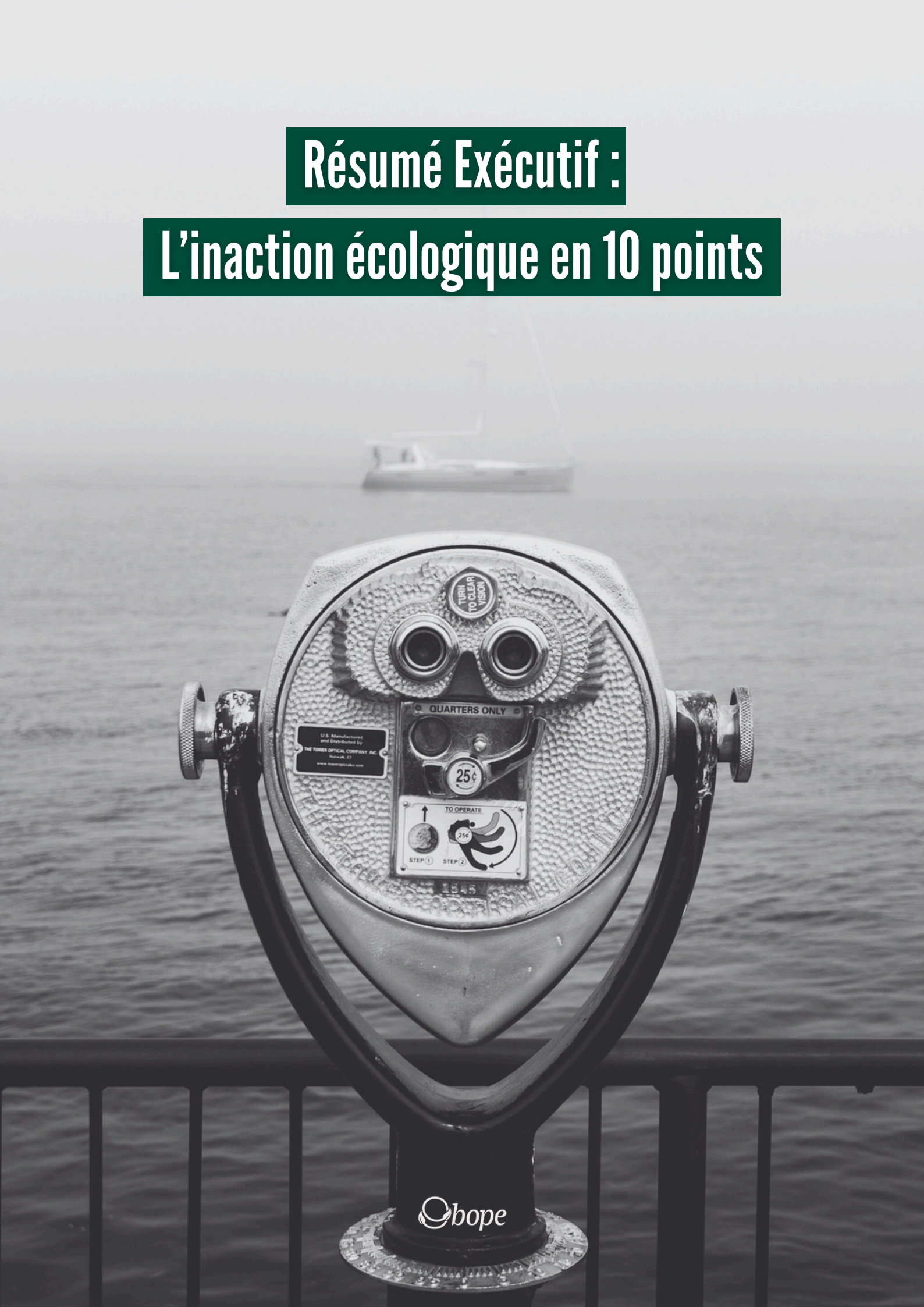
Enfin, l'Obope souhaite contribuer à ouvrir des chantiers de réflexion pour améliorer les représentations et traductions politiques de l'écologie, et ainsi favoriser l'adoption de mesures collectives plus ambitieuses, car mieux pensées et acceptées.





Pour atteindre ses objectifs, l'association commande des sondages, réalise des études d'opinion et communique leur analyse au plus grand nombre.

Résumé Exécutif :
L'inaction écologique en 10 points



1 Le déni climatique

En résumé :



- **Une partie de la population ne croit pas à l'urgence** ou à la gravité des crises environnementales et minimise ainsi la nécessité d'agir personnellement.
- **Ce déni est politiquement positionné** : plus on est à droite, plus on minimise l'urgence écologique.
- Ce climatorassurisme est aussi **conditionné par l'âge** (les plus âgés ne craignent que très peu les crises environnementales), **les revenus** (les plus défavorisés craignent d'être les premières victimes) **et la géographie** (un Breton se sent bien plus à l'abri qu'un Corse ou qu'un habitant d'une grande métropole).

Quelques chiffres :

- 22% des Français pensent que les crises environnementales ne menacent pas sérieusement la société.
- 31% ne font pas confiance aux experts du climat.
- 39% estiment qu'ils ne subiront pas (ou très peu) les effets de ces crises de leur vivant.

Pourtant, **neuf Français sur dix** pensent que leur région sera touchée par les crises environnementales.

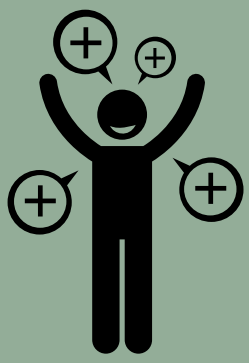
2 L'indivualisme



- **Un Français sur quatre assume privilégier ses intérêts personnels**, quitte à ce que cela se fasse au détriment des autres et de l'environnement.
- **Plus on est à droite** sur l'échiquier politique, plus cette tendance se confirme.

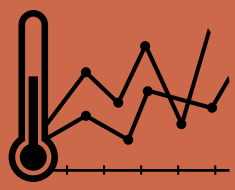
3 L'optimisme

- **Entre un quart et un tiers des Français sont plutôt optimistes** sur les perspectives écologiques, justifiant ainsi qu'il est inutile ou non-prioritaire de lutter contre les crises environnementales.
- Cet optimisme est alimenté par la **confiance en la technologie ou la capacité de l'humanité** à toujours s'adapter pour s'en sortir indemne, ainsi qu'en la **croyance que nous sommes déjà sur la bonne voie** dans la transition écologique.
- Cet optimisme est hautement **corrélé à l'âge et à l'orientation politique** : les sondés plus âgés et qui votent à droite sont bien plus optimistes que les jeunes de gauche.



4 Le *climate-doomism*

- **26% des Français pensent que** « Agir pour empêcher le chaos climatique est dérisoire car **c'est déjà trop tard** ».
- Ce sont les plus jeunes qui sont le moins d'accord avec cette affirmation, et les plus pauvres qui sont le plus d'accord.



5 Le fatalisme anthropologique

- **Trois Français sur quatre pensent que la nature humaine nous empêcherait de résoudre les problèmes environnementaux** car l'Homme par nature en voudrait toujours plus et les gens ne voudront pas changer et renoncer à leur confort.



6 Le dilemme du prisonnier écologique

- Le dilemme du prisonnier écologique est défini comme le sentiment que **son action est inutile ou trop coûteuse en l'absence d'effort collectif coordonné**. Ce sentiment justifie et renforce la passivité.
- Cet effet de dilemme du prisonnier est accentué **lorsque l'on introduit la notion de responsabilités** différenciées dans la résolution des crises environnementales (l'État doit mener le changement, les principaux responsables doivent agir d'abord).

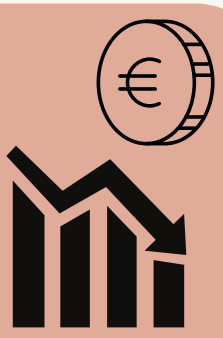


7 Le dilemme du prisonnier international

- La moitié des Français justifient l'inaction par le fait que **le problème** viendrait en réalité de l'explosion de la **démographie en Afrique et en Asie**, et deux-tiers affirment que la France en fait déjà assez, notamment par rapport aux **autres pays comme la Chine ou les États-Unis**.
- Ce sont des propositions auxquelles adhèrent l'essentiel de l'**électorat de droite** mais que **la jeunesse rejette** avec ardeur.

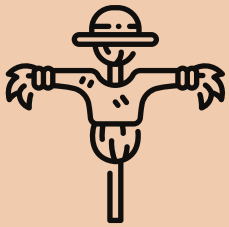


8 Les craintes économiques et sociales



- De nombreux Français craignent une **perte de compétitivité ou une paralysie du pays** consécutives à la mise en place de mesures écologiques.
- Mais surtout, **61% des Français pensent que l'écologie va nécessairement pénaliser le pouvoir d'achat** des plus précaires.

9 L'hostilité à l'écologisme



- **Les arguments cherchant à diaboliser l'écologie** - en la taxant d'anti-humaniste, de retour à l'âge de pierre, ou de projet caché de contrôle des populations - **sont rejetés par une très large majorité** des Français.
- Toutefois, **ces arguments infusent** significativement parmi les sondés **plus âgés** et au sein des **électorats Zemmour et Le Pen.**

10 Le soutien à des mesures contraignantes



- **Deux Français sur trois estiment qu'il est nécessaire d'adopter des mesures contraignantes** pour surmonter l'inaction climatique.
- De plus, **40% des Français seraient favorables à un passage en force** de mesures écologiques "urgentes et nécessaires", doutant de l'efficacité de la démocratie sur ces enjeux. La majorité (55%) rejette toutefois cette idée.